

Le Monde
30/5/01
p. 3

Berlin constate le rejet par M. Jospin de son projet d'Europe fédérale

Certains commentateurs allemands stigmatisent un discours « électoral »

Satisfaction officielle pour une « contribution importante » ; constatation sans surprise du rejet du modèle fédéral allemand ; commentaires ironiques – en privé – sur la pruden-

dence des propositions destinées à plaire aussi bien aux pro-européens qu'aux eurosceptiques : telles sont les premières réactions, outre-Rhin, au discours de Lionel Jospin.

BERLIN

de notre correspondant

« Jospin rejette la vision européenne de Gerhard Schröder » titraient, mardi 29 mai, les quotidiens allemands, au lendemain du discours de Lionel Jospin. Notant que le projet Schröder avait déjà été rejeté par les Britanniques, le *Süddeutsche Zeitung* (centre gauche) estime que « même au XXI^e siècle, il n'est pas difficile pour les Allemands de mobiliser contre eux ».

Le rejet d'une Europe construite sur le modèle fédéral allemand n'ayant pas été une surprise, un porte-parole du chancelier a salué le fait que « le premier ministre français ait fait part de ses réflexions sur l'avenir de l'Europe », tandis que le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, a déclaré dans un communiqué qu'il s'agissait d'« une contribution importante au débat actuel sur l'avenir de l'Europe ». « Il est très bien d'avoir eu enfin un discours. Cela devenait gênant d'avoir toute une série de contributions côté Berlin et un grand silence côté français. Il ne peut pas y avoir de débat sans contribution », commente un haut fonctionnaire.

PROPOSITIONS CONCRÈTES

Le gouvernement prend acte avec satisfaction des propositions concrètes de M. Jospin : « Nous constatons à première vue des convergences sur des questions importantes, par exemple dans ses appels en faveur d'une police des frontières commune, d'un parquet européen et d'une police criminelle européenne », a déclaré un porte-parole de M. Schröder. A l'inverse, on minimise les divergences, comme le rejet par la France d'une « communautarisation » de la politique étrangère et de défense. « Ces différences sont connues depuis longtemps », dit-on simplement au ministère des affaires étrangères.

Surtout, estime M. Fischer, le discours Jospin est en accord avec de nombreux objectifs allemands, comme « le renforcement de l'Union européenne, la suppression du déficit démocratique, la création d'une fédération des Etats-Nations et une Europe des citoyens ». Pour Peter Hintze, porte-parole pour les affaires européennes de l'opposition chrétienne-démocrate, le discours est au contraire une « déception ».

En privé cependant, les critiques fusent. « C'est un discours électoral

mais pas s'il est encore là où il était l'an dernier. »

L'idée de M. Jospin de créer un fonds destiné à soutenir la conjoncture suscite des sarcasmes : « La France est un pays à double visage, avec d'un côté des entreprises encore plus anglo-saxonnes que les nôtres. De l'autre, le gouvernement fait semblant que les choses n'ont pas changé. C'est archaïque et ne correspond pas à la réalité », poursuit ce haut fonctionnaire.

Pragmatique, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* estime qu'« il

Romano Prodi à Paris

Le président de la Commission de Bruxelles, Romano Prodi, était l'invité, mardi 29 mai, de l'Institut d'études politiques de Paris, devant lequel il devait prononcer un discours sur l'Europe, qui « est d'abord un projet politique ». Il prône une modernisation de la méthode communautaire, qu'il décrit comme une coopération harmonieuse entre les Etats et les institutions supranationales.

M. Prodi se méfie de toutes les propositions visant à renforcer le poids des gouvernements nationaux aux dépens des organes communautaires. Il estime, d'autre part, qu'il serait vain de réfléchir au fonctionnement de l'Europe élargie sans poser le problème du financement, un sujet tabou dans la plupart des capitales. Jusqu'en 2006. Le président de la Commission est partisan de la création d'un impôt européen. – (Corresp.)

destiné à mettre le couvercle sur le débat européen jusqu'en 2002. Il vise deux catégories d'électeurs susceptibles de voter PS : ceux à qui l'Europe fait peur et pour lesquels il ne faut pas aller trop loin, et ceux qui veulent que les choses changent et sont susceptibles de voter Bayrou », dit un haut fonctionnaire proche de la chancellerie.

« C'est un discours très français. Sur les perspectives stellaires, c'est merveilleux, mais dès qu'on devient précis, c'est : "touche pas à ma politique agricole commune, touche pas à ce qui fait mal et coûte politiquement ou financièrement" », ajoute notre interlocuteur. « Chirac, dans son discours au Reichstag, est allé plus loin que Jospin, mais je ne

faut prendre Paris au mot là où Jospin fait des propositions concrètes : par exemple l'amélioration de la sécurité intérieure avec l'aide d'une police européenne opérationnelle ou en ce qui concerne un parquet européen ».

Le quotidien conservateur salue aussi le fait que M. Jospin ait accepté l'idée d'une constitution européenne, précisant les droits fondamentaux des citoyens et la répartition des compétences : « Rien que cela constitue un gros programme de travail pour les prochaines années pour l'Europe en général, et pour la coopération franco-allemande en particulier. »

Arnaud Leparmentier

En France, le discours du premier ministre ne trouve grâce que dans le camp socialiste

Les partenaires de gauche du gouvernement ne ménagent pas leurs critiques, tandis que les représentants de la droite fustigent une vision « trop timorée », notamment sur les institutions

LE DISCOURS tant attendu de Lionel Jospin sur l'Europe déclenche un flot de critiques de la part des représentants politiques français. Celui-ci ne trouve grâce que dans le camp socialiste où, les grandes lignes du projet à peine rendues publiques, on se pressait pour en faire l'éloge. « Le premier ministre (...) trace le seul dessein digne de notre pays pour les prochaines années » s'est exclamé François Loncle, le président (PS) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, tandis que le président du groupe, Jean-Marc Ayrault, parlait de « propositions ambitieuses, concrètes et réalistes » pour une Europe « plus humaine, plus sociale et plus solidaire ».

« C'est un texte qui décoiffe », s'est extasié le ministre de l'éducation, Jack Lang, qui parle de discours « qui fera date ». Plus sobre, le porte-parole du PS, Vincent Peillon, rappelle, en s'en félicitant, que les projets concernant la Constitution européenne, le parquet européen, la charte, le traité social européen sont « présents dans les propositions du Parti socialiste depuis plusieurs années ».

Cet enthousiasme socialiste est loin d'être partagé par les partenaires de gauche. Le député européen Daniel Cohn-Bendit, est bien le seul parmi les Verts à trouver les propositions du premier ministre « très intéressantes » et à voir que « se dessine un couple franco-allemand autour des propositions élaborées par Joschka Fischer », le ministre allemand des affaires étrangères. « C'est dommage que celui qui réussit à reconnaître pour la Corse un statut spécifique de dépassement de cette vision jacobine ne soit pas capable de se projeter dans un ave-

nir européen beaucoup plus ambigü, comme celui qu'a proposé Joschka Fischer », regrette Denis Baupin, porte-parole national des Verts. « Alors que Chirac vient de faire de l'écologie son cheval de bataille, on mesure à quel point la stabilité de la majorité plurielle est menacée puisque le point le plus important pour le deuxième parti de la coalition n'est plus défendu par le premier ministre », déclare, furieux, le candidat à l'investiture des Verts pour la présidentielle Alain Lipietz.

« AVEC QUI ? »

Côté PCF, la députée européenne Sylviane Ainarid applaudit à l'idée d'une « Union européenne du progrès social », mais se demande « avec qui ? ». « L'originalité des progressistes en Europe ne tiendra pas dans un projet ficelé ou dans de grandes déclarations sociales périodiques » mais « dans une nouvelle méthode de concertation, de dialogue, d'échange et de construction d'une société civile européenne », écrit-elle dans un communiqué. Les souverainistes du Mouvement des citoyens (MDC) désapprouvent les propositions de M. Jospin qui, selon Jean-Pierre Chevènement, font « de l'Europe le substitut de la nation ».

A droite, le discours de Lionel Jospin donne lieu à un florilège de petites phrases assassines. « Ce discours, c'est une copie d'énarque un peu laborieuse. Il y a quelques bonnes idées qui entraînent un peu partout », s'est exclamé, lundi, le président allemand des affaires étrangères, Alain Madelin, lors d'une conférence de presse, en estimant que le premier ministre « passe à côté de ce qui est l'enjeu historique des dix prochaines années, la tâche de toute une

génération : construire la grande Europe ».

Le député européen UDF Jean-Louis Bourlanges parle, lui, de « porte-avions qui aurait un moteur de Vespa ». « Le discours de Jospin était organisé autour d'une longue présentation d'un projet ni véritablement nouveau ni véritablement original, et à côté, il y avait un tout petit appendice institutionnel. (...) Or, c'est ça qui compte, les institutions », a-t-il expliqué, lundi sur France-Info. Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF à l'Assemblée, évoque de son côté un discours « trop timoré », « des idées des années 1980 », « une vision trop française de l'Europe », et estime que « ce qui paraît le plus important, c'est la réforme constitutionnelle ».

Première responsable politique de l'opposition à réagir, Michèle Alliot-Marie, présidente du RPR, a qualifié, dans un communiqué, le discours de M. Jospin de « technique, très classique, sans innovation majeure ni enthousiasme particulier ». « Son Europe est réglemmentée, étatiste, syndicaliste. (...) Au lieu de reconnaître l'utilité d'alléger les charges pesant sur les particuliers et les entreprises, il dénonce le dumping fiscal des Etats les moins imposés », critique-t-elle. Les souverainistes de droite représentés par le RPF, estiment dans un communiqué rédigé par le vice-président Jean-Jacques Guillet, que le premier ministre et le président de la République « présentent une vision quasi similaire de l'avenir de l'Union européenne ». Philippe de Villiers, président du MPF, déplore, lui « une Europe fédérale qui dénouerait encore un peu plus les Etats de leurs pouvoirs résiduels ».

X

A Bruxelles, les eurodéputés sont partagés

BRUXELLES

de notre bureau européen

Certaines des propositions de Lionel Jospin réussissent à faire l'unanimité, ou presque, chez les députés européens. Il en est ainsi du feu vert donné à la méthode d'élaboration d'une Constitution européenne et de l'extension de la règle du vote à la majorité qualifiée, salués à la fois par Hans-Gert Pöttering, président du groupe du PPE (droite), et Pervenche Bérès, chef de la délégation socialiste française.

En revanche, les propositions qui tendent à renforcer le rôle des Parlements nationaux, en faisant d'eux les gardiens du respect de la subsidiarité, inquiètent la plupart des fédéralistes. « Elles ne pourront qu'affaiblir le Parlement européen », analyse Alain Lamassoure (UDF-PPE). Pour Jean-Louis Bourlanges, du même groupe, « jamais les députés nationaux n'accepteront de se dessaisir de leurs prérogatives ». A l'inverse, le président de la GUE (communiste), Francis Wurtz - qui ne se veut « ni fédéraliste ni souverainiste » -, préfère que « le contrôle de la subsidiarité soit confié à des députés nationaux plutôt qu'à

la Commission et à la Cour de justice », comme c'est le cas actuellement.

Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts français, salue lui aussi la proposition de M. Jospin sur le Parlement, dont il estime qu'elle constitue un « garde-fou » pour les Français qui redoutent le projet d'une Constitution. Un point de vue que ne partage pas du tout Gérard Onesta, coordonnateur de la délégation française des Verts, car « il imposerait des compromis entre les Parlements nationaux, qui sont l'expression des égoïsmes nationaux, et le Parlement européen, qui est l'expression de l'intérêt européen ».

Autre sujet de discorde : la réforme du mode d'élection des députés européens, qui combinerait proportionnelle et grandes circonscriptions régionales. Les formations minoritaires comme la GUE et les Verts ne veulent pas de ces circonscriptions « artificielles », qui risquent de les faire disparaître du paysage politique, et dont ils considèrent qu'elles ne rapprocheront pas l'élu de l'électeur. Les Verts demandent la constitution de listes transnationales.

Rafaële Rivais

Le Monde

p. 3

31.5.01.

Les conseillers du 10, Downing Street voient dans le rejet du fédéralisme une fissure dans l'axe Paris-Berlin

● **Londres** : « Nous ne sommes pas d'accord en ce qui concerne une harmonisation des fiscalités à travers l'Europe », a déclaré le premier ministre britannique, Tony Blair, après avoir pris connaissance des propositions de Lionel Jospin. Lancé dans une campagne électorale, il avait discrètement demandé à son collègue français de reporter son discours après les élections. Il n'a pas été entendu mais il s'est contenté de réitérer son hostilité à toute lutte contre le dumping fiscal dont est accusée la Grande-Bretagne dans sa quête aux investissements étrangers.

La presse britannique est beaucoup plus sévère pour M. Jospin, accusé de dévoiler « son plan de création d'un super-Etat européen », par le *Daily Telegraph*, proche du Parti conservateur. Le quotidien de centre gauche *The Guardian* insiste, à l'instar des conseillers du 10 Downing Street, sur la fissure dans l'axe fran-

co-allemand que constitue selon lui le rejet par Lionel Jospin du projet fédéraliste de Gerhard Schröder. Le *Financial Times* considère que le discours du premier ministre est « indéniablement le laïus d'un socialiste français, destiné en grande partie à l'opinion intérieure. M. Jospin a placé son discours dans la perspective de la présidentielle de l'an prochain en se présentant à la fois comme un Européen engagé et comme un Français patriote ». - (Corresp.)

● **Stockholm** : le premier ministre suédois, Göran Persson, dont le pays assume la présidence de l'Union européenne jusqu'au 30 juin, a exprimé son approbation des propos tenus par Lionel Jospin : « C'est positif qu'il ait dit aussi clairement qu'il n'envisageait pas à l'avenir la mise en place d'une Europe fédérale. Je trouve cela séduisant », a-t-il déclaré. Bien que la Suède ait décidé de ne pas entrer dans la zone euro, M. Persson s'est montré

favorable à un « gouvernement économique européen » : « Je ne crois pas que l'UEM puisse fonctionner sans une coordination assez poussée de la politique économique et sans des fonds disponibles pour ceux qui rencontrent des difficultés. » M. Jospin a proposé la création d'un « fonds d'action conjoncturelle » pour soutenir les pays membres « frappés par les turbulences économiques mondiales ». - (Reuters.)

● **Madrid** : Le ministre espagnol des affaires étrangères, Josep Piqué, a estimé que le discours de Lionel Jospin était une contribution « bienvenue ». « Il y a des aspects qui peuvent être partagés par l'Espagne », a-t-il dit, se réservant de les analyser plus à fond. « Tout ce qui peut approfondir la construction européenne et l'Europe de l'euro, et mieux définir la politique extérieure commune ainsi qu'un espace judiciaire commun, peut être partagé par l'Espagne. » - (AFP.)